uniterre
POUR LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

*Aux médias,*

Lausanne, le 17 avril 2025

## Uniterre rejette l'accord de libre-échange avec l'Inde

Le 20 mars le Conseil National a approuvé l'accord de libre-échange signé en 2024 avec l'Inde. Ce vote ouvre la voie à une entrée en vigueur à l'issue du délai référendaire au 10 juillet 2025. Comme les organisations de la société civile, syndicales et paysannes indiennes, Uniterre rejette ces traités de libéralisation commerciale, mais ne pourra pas lancer de référendum faute de ressources suffisantes. L'exposition de l'agriculture suisse au dumping par les importations, conséquence des accords de l'OMC n'en sera que renforcée. Dans le contexte international d'une compétition accrue pour le contrôle des ressources, d'une crise paysanne et face aux défis sociaux et environnementaux un changement de politique commerciale de la Suisse est nécessaire. Il faut saisir ce moment de blocage définitif de l'OMC et la faillite toujours plus visible de l'idéologie prédatrice de libre-échange pour renforcer la protection de la production indigène, tant agricole qu'industrielle, des services publics et du respect des conditions de travail. Nous nous opposons à la signature de nouveaux traités de libre-échange et demandons une renégociation des traités existants y compris le traité de l'OMC. La Suisse doit s'engager pour une régulation commerciale sous égide des Nations-Unis comme le réclame la Via Campesina.
Le Conseil fédéral défend une fois encore les intérêts unilatéraux d'une finance, de sociétés de trading, de compagnies minières, d'assureurs et de réassureurs ainsi que d'acteurs industriels globalisées qui s'appuient sur un pillage environnemental et un dumping social insoutenable. Dans cette logique les coûts sont reportés sur les collectivités alors que les profits sont privatisés. Pour une démocratie il est essentiel de garder les échanges et ses termes sous la regulation des institutions publiques, plutôt que de céder la gouvernance économique aux multinationales.
L'enjeu principal de cet accord n'est pas l'agriculture, mais l'abaissement des tarifs de douanes sur les biens industriels, les services et les investissements. Il offre ainsi un accès aux ressources minières et végétales comme à une main d'oeuvre bon marché, essentiellement féminine dans un marché ouvert et dérégulé. L'accord prévoit des investissements directs de 100 milliards et la création d'un million d'emplois. Il est à craindre que les emplois crées se soldent par une destruction au multiple d'emplois de l'économie informelle. Au lieu de favoriser un développement autonome par l'accès au crédit décentralisé, ce sont donc des secteurs intégrés et financés de l'économie globalisée qui profiteront.

**Les luttes paysannes indiennes, une épine dans le pied de la mondialisation**
L'Inde est le pays le plus peuplé du monde. L'agriculture paysanne et les populations rurales représentent encore près de 70 % des 1,4 milliard d'habitants. Le secteur est sous une double pression tant économique mais également climatique notamment pour les questions de saisonnalité de la répartition des pluies. Le revenu reste encore en dessous d'un dollar par jour pour la grande majorité de la population et notamment la population rurale. Les luttes paysannes massives de ces dernières années, menées au prix du sang, ont mis un frein provisoire aux tentatives de libéralisation du gouvernement Modhi. La sortie de l'OMC, la fin des accords de libre-échange de même que la protection des marchés par des droits de douane dans les secteurs de l'agriculture et des biens ainsi que la réglementation du secteur financier restent des objectifs de la mobilisation populaire.

Les organisations paysannes exigent des prix minimaux garantis élargi à toutes les cultures, pour avoir une protection de la volatilité des marchés et un meilleur revenu. Ces prix hors marché mondial sont négociés en tenant compte des loyers et des intérêts pour les terres et les actifs fixes. Ils devraient être de 50 % plus élevés que le coût de production moyen pondéré. Un contrôle public de la distribution et une prévoyance sociale et de vieillesse figurent également parmi les revendications paysannes et syndicales.
Cette lutte contre la libéralisation va de pair avec la défense des droits démocratiques, la liberté d'expression, la liberté syndicale et la liberté de religion. Les mouvements sociaux réclament une conférence tripartite sur les conditions de travail et le maintien des institutions de démocratie directe des assemblées villageoises et municipales. Uniterre, comme organisation suisse membre du mouvement paysan international Via Campesina, s'associe en pleine solidarité à la lutte des organisations paysannes indiennes.

**Focus sur le commerce agricole**

Parmi les importations on trouve principalement des produits chimiques, des textiles, des métaux précieux, de l'aluminium et des produits agricoles, pour une valeur de 1,9 milliards de CHF en 2023, dont 127 millions de CHF de produits agricoles. En 2023, 50 % des importations agricoles étaient constituées de café, de thé et d'épices. Le café non torréfié représentait à lui seul 45,4 % de la valeur des importations. Le riz, le raisin de table, les crevettes, les noix de cajou, l'huile de ricin, les fruits frais, le maïs doux ainsi que les concombres et cornichons frais et préparés au vinaigre ont fourni ensemble 39,2 % de la valeur importée.
Les exportations suisses étaient en 2023 de 1,5 milliards de CHF il s'agit de machines, de produits pharmaceutiques, d'instruments de précision et des produits chimiques. Pour le secteur agro-alimentaire les principales exportations suisses en valeur étaient celles des boissons, du chocolat et autres préparations alimentaires contenant du cacao et des préparations de graisses ou d'huiles représentaient ensemble 85,4 % de la valeur des exportations de l'industrie alimentaire. La valeur totale de ce commerce agricole en était de 18 millions CHF.
Les métaux précieux et les perles ne sont pas comptés dans cette statistique. La Suisse exporte de grandes quantités d'or vers l'Inde. Les importations de métaux précieux et de perles représentent environ 15% de la valeur des importations.

**Contact :**

Rudi Berli: secrétaire politique (DE/FR): 078 707 78 83